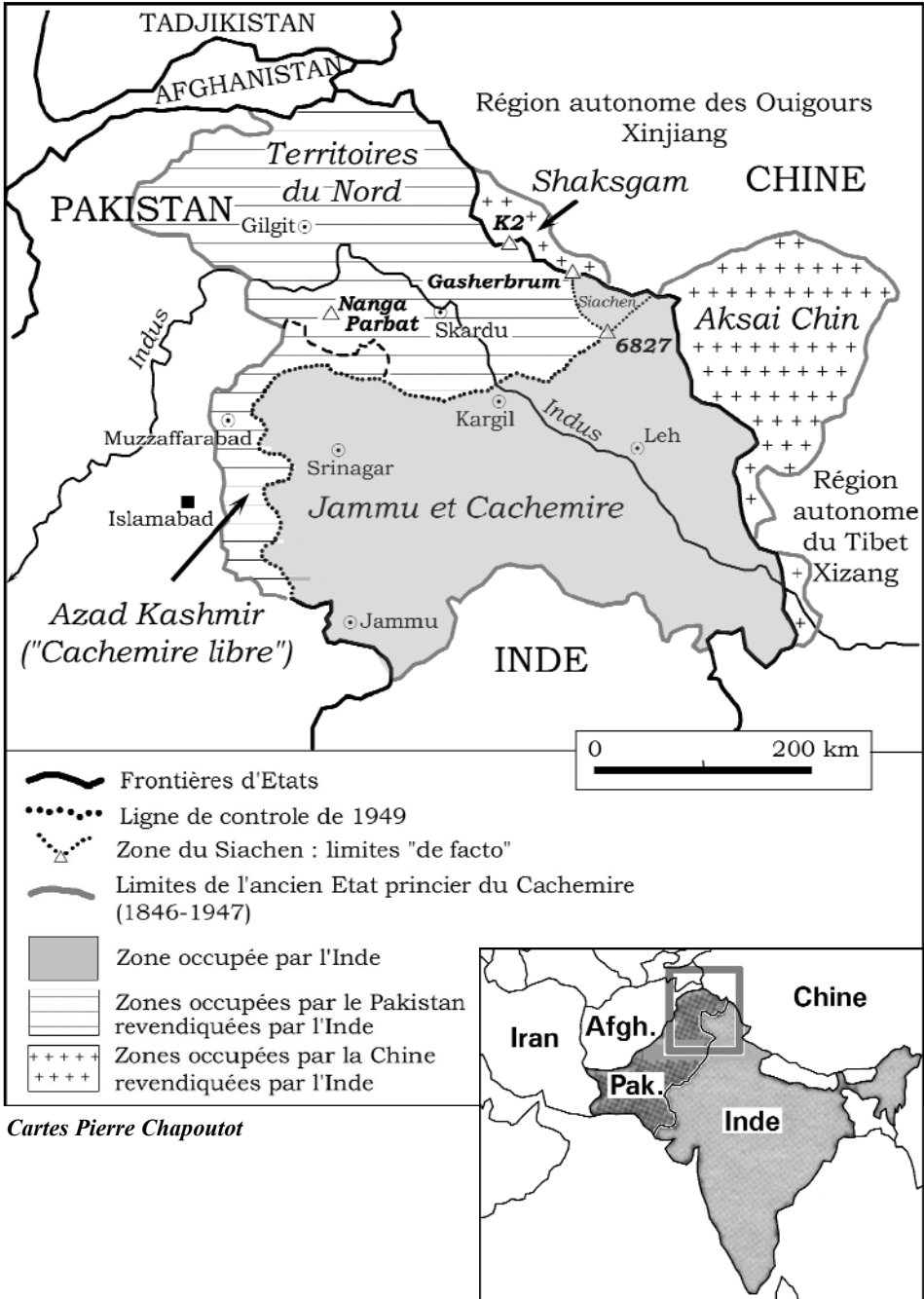


Cachemire
le paradis saccagé

Cimes 2003

© Pierre Chapoutot 2005



Cartes Pierre Chapoutot

Pierre Chapoutot

Cachemire : le paradis saccagé

Il y a deux façons de parler du Cachemire, qui ceinture le Nanga Parbat. Le nom évoque cette laine sans égale, la pashmina, dont sont faits des châles recherchés depuis la nuit des temps. Il évoque aussi les admirables jardins de Shalimar, près de Srinagar, dans lesquels certains ont voulu voir une représentation du paradis terrestre. On voudrait pouvoir abonder dans ce sens, mais ce serait ignorer d'autres réalités : le Cachemire est aujourd'hui un pays dévasté par une guerre sans merci aux ramifications multiples, qui a commencé au même moment que le conflit israélo-palestinien, en 1947-48, et paraît bien parti pour être une autre guerre de Cent Ans. Après le Tibet et le Népal, le Cachemire : même si on entend se garder de tout déterminisme, on ne peut manquer d'être frappé par le fait que l'Himalaya se révèle une nouvelle fois comme un lieu hautement problématique. Et c'est peut-être ici que les choses revêtent leur caractère le plus périlleux, tant il est vrai que le Cachemire est un « point chaud » par excellence, au point de rencontre entre plusieurs régions d'Asie travaillées par des tensions extrêmes – l'Afghanistan, le Tadjikistan, le Xinjiang et le Tibet chinois – et au cœur du triangle nucléaire de l'Asie, seul point de contact entre la Chine, l'Inde et le Pakistan, les trois puissances atomiques impliquées à des titres divers dans les conflits himalayens.

Un royaume convoité

Le Cachemire a une vieille histoire. Dans les temps anciens, on évoque des rois bouddhistes, puis hindous comme le roi conquérant Lalitaditya (697-738), ou Avantivarman (855-883). Suivent des dynasties musulmanes, avec le prestigieux règne de Baud Shah au XV^e siècle (1420-1470). En 1586, le Cachemire est soumis par le Grand Moghol Akbar, et reste moghol jusqu'à 1761. Il est alors conquis par les Afghans (Ahmad Shah Abdali) – c'est une période sinistre, marquée par des persécution contre les hindous. En 1819 survient la conquête sikh, et cette fois ce sont les musulmans qui sont persécutés. Ce bref survol signale des constantes : l'importance des influences extérieures, la difficulté à exister de façon indépendante.

L'épisode décisif correspond à la formation de l'Empire britannique des Indes, dans les années 1839-1849. À cette époque, les forces de la Compagnie des Indes orientales s'attaquaient à l'État Sikh du Pendjab, dont dépendait le Cachemire. Durant ces guerres, les Anglais avaient bénéficié de la neutralité du maharadjah de la principauté de Jammu, Gulab Singh, issu de la dynastie hindoue des Dogra. En reconnaissance de son rôle, les Anglais reconnurent l'autorité de Singh sur la totalité du Cachemire, transformé par le traité d'Amritsar (mars 1846) en royaume « indépendant » - en réalité un protectorat vassal de la Grande-Bretagne. Après

versement de 7,5 millions de roupies, Singh s'engageait à payer un tribut annuel à son protecteur : « un cheval, douze chèvres pashima et trois paires de châles cachemiris. » Les Anglais gardaient le contrôle des relations extérieures et se réservaient le droit de délimiter les frontières, des prérogatives capitales dans le face-à-face avec l'Empire de Chine, et aussi pour mieux surveiller les menées russes en direction du Pamir¹.

C'est à partir de là que fut définie l'actuelle configuration territoriale du Cachemire, une construction sans la moindre unité physique ni humaine. Physiquement, il s'étend de la plaine du Pendjab, dont il possède autour de Jammu une toute petite partie, jusqu'aux plateaux désertiques de l'Asie centrale, dans les hautes terres désolées de l'Aksai Chin, à 5000 mètres d'altitude. Dans l'intervalle, il recoupe trois axes montagneux d'orientation Nord-Ouest/Sud-Est, avec au Sud le Pir Panjal (4475 mètres au Tatakuti), puis le Grand Himalaya qui prend naissance au Nanga Parbat (8125 mètres) dans les monts du Deosai et se prolonge dans les monts du Zaskar, enfin les premières chaînes du Transhimalaya, avec les gigantesques montagnes du Karakoram (8611 m au K2) et du Ladakh.

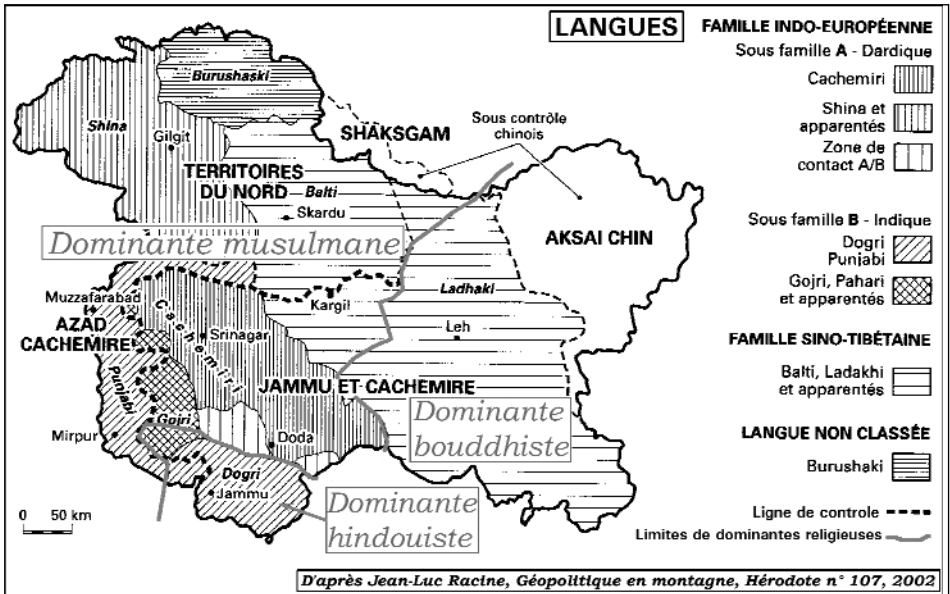
Sur la carte, l'ensemble paraît articulé autour de la haute vallée de l'Indus, descendue du Tibet, qui pivote autour du Nanga Parbat avant d'aller fertiliser le Pendjab. En réalité, cette vallée n'est qu'un sillon étroit et inhospitalier, le long duquel s'accrochent de façon sporadique de très petites communautés humaines que tout distingue : les Ladakhis autour de Leh, les Baltis vers Kargil et Skardu, les Shina du bassin de Gilgit ou les Hunza du Shimshal, dans l'extrême Nord. Ces communautés ne représentent que quelques dizaines de milliers d'individus, alors que la population totale s'élève à 15 millions.

Les seuls milieux de vie favorables se cantonnent dans l'angle sud-ouest du pays, essentiellement dans la Vallée du Cachemire, développée sur le cours supérieur de la Jhelum, autour de Srinagar et du lac Dal. Coincée entre le Pir Panjal et les monts du Ladakh, qui atteignent 7135 mètres au Nun Kun, la Vallée est un bassin fertile long de 150 kilomètres sur 15 à 40 kilomètres de large, vers 1500 mètres d'altitude. C'est le cœur historique du Cachemire, et l'enjeu principal du conflit actuel. En y ajoutant le corridor de Muzaffarabad, qui relie la Vallée au Pakistan, et la plaine de Jammu, prolongement naturel du Pendjab indien, on a 90 à 95 % de la population de la totalité du Cachemire.

Le patchwork humain

Cette population est excessivement diversifiée, tant par les appartenances ethniques que culturelles ou religieuses. Au Nord, les districts pakistanais du Baltistan, du Hunza et du Shimshal, qui englobent le Nanga Parbat, abritent les peuples dardiques, où les racines iraniennes et sino-tibétaines (et peut-être

1 - Gilgit et le Hunza ont été rattachés à la dynastie Singh quand on a découvert que les potentats locaux recevaient la visite d'agents russes.



helléniques...) s'entrelacent sous la férule de l'islam chiite. Pour autant ce n'est pas un facteur d'uniformité et les particularismes sont le plus souvent affirmés : dans la périphérie immédiate du Nanga Parbat, les habitants se reconnaissent comme Kohistanis. Quant aux Hunza du Shimshal, ils se démarquent de l'ensemble, d'une part en pratiquant une langue inclassable, le Burushaski, d'autre part en s'étant ralliés à la « secte » des Ismaéliens nizârites (dont le chef spirituel est l'Agha Khan), dans laquelle les pratiques religieuses et sociales sont infiniment plus souples que dans le chiisme rigoriste. En pays hunza, les femmes ne sont ni recluses, ni voilées, et le mécénat de l'Agha Khan assure des conditions de vie et d'éducation sans équivalent dans le reste du Pakistan. À l'Est, le Ladakh n'est cachemiri que par les hésitations de l'histoire. Cette terre de civilisation tibétaine exista comme État à part entière aux XVI^e et XVII^e siècles avant de subir plusieurs suzerainetés, puis d'être conquis par les princes de Jammu en 1834 – il reste aujourd'hui un bastion du lamaïsme tibétain.

Quant au Sud-Ouest, il met au contact des ethnies très diverses, majoritairement acquises à l'hindouisme dans le Jammu, mais très majoritairement musulmanes sunnites dans le milieu le plus peuplé, celui de la Vallée. Cependant, cette prépondérance de l'islam n'a rien d'exclusif, bien au contraire : historiquement, la Vallée a été le berceau d'une succession d'écoles marquées par un grand esprit d'ouverture, ou même de syncrétisme, qui ont fait du Cachemire un foyer spirituel majeur de la civilisation indienne. Il a très longtemps été dominé par le bouddhisme Mahâyâna, dès le III^e siècle avant J.-C., et a servi de sas pour sa diffusion vers la Chine. Puis il s'en est détourné entre le XI^e et le XIII^e siècle après J.-C. – le bouddhisme actuellement présent au Ladakh n'en est pas l'héritier, puisqu'il s'agit d'une extension du Vajrayâna tibétain.

De l'hindouisme à l'islam

Au bouddhisme s'est ensuite substituée une version rénovée de l'hindouisme, le shivaïsme, dans lequel le panthéon des divinités traditionnelles est réduit à l'émanation d'une puissance unique – en somme un monothéisme déguisé, enseigné par les pandits (ou bhottas : lettrés), une caste de brahmanes de la région de Srinagar. Son plus célèbre représentant a été Jawaharlal Nehru, fondateur et Premier Ministre de l'Inde moderne de 1946 à 1964. Quant à l'islam, venu de Perse et d'Asie centrale, il a été introduit au XIV^e siècle par un prince bouddhiste converti, originaire du Ladakh, Ranchen. Ce fut d'abord un islam très rigoriste, mais il évolua bientôt vers une forme beaucoup plus tolérante sous l'influence du roi Zain-ul-Abidin, également connu comme le « Grand Roi » (Baud Shah, 1420-1470), qui accorda respect et protection aux hindous et aux bouddhistes. C'est cette version qui a prévalu jusqu'à aujourd'hui, donnant corps au concept de la kashmiriyat. L'islam cachemiri s'apparente au soufisme, un courant imprégné de ferveur et de mysticisme qui met l'accent sur la foi intérieure, par opposition au légalisme coranique. De ce fait, il s'oppose à l'islam puritain, sectaire et fondamentaliste qui sévit dans les madrasas de Peshawar ou de Karachi, au point que de vifs conflits opposent aujourd'hui les militants du « Cachemire libre » aux volontaires islamistes et djihadistes venus pour les « libérer ». En pratique, il peut s'accommoder aussi bien avec les concepts fondateurs du Pakistan (la formation d'un État musulman) qu'avec ceux de l'Union indienne (un État multiconfessionnel aux institutions laïques) – c'est probablement une des clés du conflit actuel².

La « Partition » de 1947

La création du Pakistan a été le fruit amer de l'indépendance de l'Empire britannique des Indes, en 1947. Cette indépendance a été le véritable détonateur de la décolonisation, et en ce sens elle a la dimension d'un événement historique majeur, souvent présenté comme une grande réussite. C'est sous-estimer le désastre qu'a représenté son corollaire, le partage de l'Inde (« Partition », suivant la formule anglaise) entre deux États antagonistes, sur la pire base qui puisse être : le critère religieux. Ce partage est un contre-sens par rapport au mouvement d'émancipation de l'Inde tel que l'avaient incarné Gandhi ou Nehru, partisans de l'unité d'une nation multiconfessionnelle, fédérale et sécularisée. C'était la conception du Parti national du Congrès, qui conduisait la lutte pour l'indépendance depuis 1885. Mais à mesure que se précisaient les échéances, les représentants de la minorité musulmane, regroupés depuis 1906 dans la Ligue musulmane, adoptèrent une position de plus en plus radicale, et optèrent en 1940, lors du Congrès de Lahore, en faveur d'un État musulman séparé. La situation étant devenue intenable pendant la guerre, les Anglais finirent par accepter en 1946-47 de mettre fin à leur présence aux Indes. Nehru fut

2 - Pour être complet, on pourra encore évoquer la présence de la secte des Ahmadis, qui réalise une sorte de syncrétisme entre l'islam et le christianisme, et selon laquelle le prophète Issa/Jésus serait mort à Srinagar et enterré à la mosquée de Rozabal...



Vestiges bouddhistes à Chilas, à l'ouest du Nanga Parbat (photo Monique Fort)

chargé de former un gouvernement provisoire, et le vice-roi Lord Mountbatten entreprit de négocier le transfert de souveraineté avec les principaux leaders politiques indiens. Le chef de la Ligue musulmane, Ali Jinnah, se montra intraitable, malgré les objurgations de Gandhi. Signé le 14 août 1947, l'accord consacra la « Partition », ou plutôt le charcutage de l'Inde : le Pakistan vit le jour sous la forme de deux entités disparates distantes de 1600 kilomètres, le Pakistan occidental appuyé sur la vallée de l'Indus, et un Pakistan oriental taillé au scalpel dans le delta du Gange-Brahmapoutre. Des provinces parmi les plus essentielles du sous-continent étaient tronçonnées de façon absurde, le Pendjab à l'ouest et le Bengale à l'est. Cette mise en pièces s'accompagnait d'abominables massacres inter-religieux et d'échanges massifs de populations, par millions, surtout au Pendjab. Et la guerre n'allait pas tarder à éclater entre le Pakistan et l'Union indienne.

Les règles de dévolution n'étaient pas les mêmes selon le statut qui était celui des territoires dans l'Inde anglaise, où l'on distinguait des colonies pures et simples sur les anciennes possessions de la Cie des Indes, et quelque 600 États princiers, vassaux directs de la Couronne britannique. Dans les colonies, le partage reposa sur le simple critère confessionnel ; dans les États princiers, c'était au maharadjah de décider – la quasi totalité choisirent l'adhésion à l'Union indienne. Firent exception ceux de Hyderabad et de Junagadh, qui optèrent pour le Pakistan bien que leur population ne fût pas majoritairement musulmane (au Junagadh, on comptait 85 % d'hindouistes). Ils en furent empêchés par des interventions militaires de l'Inde, sous des prétextes à la fois géographiques (ces États étaient éloignés du Pakistan, et enclavés dans l'Union indienne), culturels (le caractère non musulman de leur population) et politiques (notamment une « menace communiste » au Hyderabad). Quelle que soit la validité de ces arguments, c'étaient de sérieuses entorses à la règle définie en commun.

Origines du conflit cachemiri

Le Cachemire fut la troisième exception, cette fois en sens inverse. Le pays était contigu au Pakistan occidental, vers lequel se dirigeaient ses rares voies de communication ; la population était musulmane à 77 %, et l'opinion était manifestement favorable à un rapprochement avec le Pakistan. Mais le maharadjah, Hari Singh, qui régnait depuis 1925, était un hindou, issue de la dynastie Dogra qui s'était rendue impopulaire en raison des vexations imposées aux musulmans. C'est ainsi qu'il était interdit de tuer les bovins, et que des taxes spéciales frappaient les sacrifices d'animaux, par exemple lors de l'Aïd-el-Kébir. La répression était aussi politique : les musulmans avaient été systématiquement écartés des postes gouvernementaux, et le leader de la Conférence musulmane créée en 1931, Sheikh Mohammed Abdullah, avait été jeté en prison - il n'en fallait pas plus pour qu'il devienne un héros national, le « Lion du Cachemire » (Sher-i-Kashmir). La situation était devenue assez explosive pour entraîner une intervention militaire anglaise. Londres avait néanmoins imposé l'adoption d'un simulacre de régime parlementaire, avec une assemblée législative fort peu représentative (40 députés élus par 8 % de la population, et 35 nommés par le monarque). En réalité, il est clair que Hari Singh était exécuté par une grande partie de ses sujets, mais en même temps l'opposition musulmane s'était divisée : en 1939, Sheikh Abdullah s'était séparé de la Conférence musulmane pour fonder un parti rival, la Conférence nationale. Au moment de l'indépendance, ces deux partis allaient adopter des positions opposées, la Conférence musulmane réclamant le rattachement au Pakistan, la Conférence nationale le rattachement à l'Inde – les événements de 1947 ne pouvaient que libérer les tensions.

Mis devant ses responsabilités par l'accord du 14 août 1947, Singh se montra pendant deux mois incapable de prendre une décision, avant de se prononcer pour la solution de l'indépendance. C'était trop tard. En octobre, un soulèvement fomenté par la Conférence musulmane éclata dans le Poonch, à l'ouest de Srinagar, associant des civils et des déserteurs musulmans de l'armée cachemirienne. Les insurgés furent bientôt appuyés par l'intrusion de mercenaires pachtounes venus du Nord-Ouest du Pakistan, et très souvent encadrés par les officiers pakistanais (22 octobre 1947). Ces incidents ouvrirent la voie à une intervention de l'Inde, à laquelle Singh fit appel le 26 octobre. Nehru mit comme condition l'intégration du Cachemire à l'Inde, avec néanmoins la promesse d'une consultation démocratique. Singh accepta, avant de disparaître définitivement de la scène. Les troupes indiennes furent acheminées à Srinagar par pont aérien dès le 27 octobre, et stoppèrent les envahisseurs. Mais cette action servit à son tour de prétexte à une riposte pakistanaise : ainsi éclata la première guerre indo-pakistanaise, qui allait durer toute l'année 1948, essentiellement dans les régions situées à l'ouest de la Vallée, l'actuel « Azad Kashmir », ainsi qu'à Gilgit.

Première guerre indo-pakistanaise (1948) – Division du Cachemire

Pendant ce temps, les districts du Nord faisaient sécession d'eux-mêmes, sans intervention extérieure, et se ralliaient spontanément au Pakistan : ainsi disparurent les mini-États de Hunza, Nagar, Punial, Yasin, Ishkoman et Gopi, désormais absorbés dans le district de Gilgit. Le Baltistan prit le même chemin, mais les Indiens se rendirent maîtres de sa moitié méridionale, et ce pays fut coupé en deux. Sa moitié septentrionale allait être réunie au district de Gilgit dans les Federal Administrated Tribal Areas (ou Territoires du Nord). Quant aux Ladakhis, ils furent alors tentés par un rapprochement avec le Tibet, qui se trouvait encore sous le gouvernement théocratique du Dalaï Lama, mais pour fort peu de temps. En réalité, le Ladakh passa sous le contrôle de l'Inde, ce dont les lamas bouddhistes s'accommodèrent fort bien par la suite, quand le Tibet tomba sous la férule de la Chine communiste.

Le Cachemire avait donc explosé en l'espace de quelques mois. Restait le sort des régions vitales du Sud-Ouest. L'Inde avait fait appel au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., qui imposa un cessez-le-feu à partir du 1er janvier 1949. Le Cachemire fut alors partagé le long d'une « Ligne de contrôle » longue de 740 kilomètres dont le tracé s'arrêtait, curieusement, sur un sommet de 6827 mètres de la chaîne du Saltoro, à 50 kilomètres de la frontière chinoise. Une force d'interposition, l'une des toutes premières du genre, l'UNMOGIP (United Nations Military Group for India and Pakistan), fut envoyée sur le terrain dès 1949. Les régions conquises par l'armée pakistanaise à l'Ouest de la Vallée formèrent le « Cachemire Libre » (Azad Kashmir), avec Muzaffarabad comme capitale. Dans la pratique, l'Azad Kashmir fut, comme les Territoires du Nord, rattaché au Pakistan. Cela représentait 36 % de l'ancien Cachemire. Les 64 % restants, c'est-à-dire le Jammu, la Vallée, le Ladakh et la moitié méridionale du Baltistan, furent incorporés à l'Inde sous le nom de « Jammu-et-Cachemire ». L'O.N.U. avait demandé l'organisation d'un référendum, après retrait des troupes pakistanaises. Nehru avait promis cette consultation, mais cet engagement ne fut jamais tenu, au prétexte du non-retrait des forces pakistanaises. Et l'engrenage infernal s'enclencha.

Deuxième guerre indo-pakistanaise (1965)

Le Pakistan relança les hostilités en 1965, dans un contexte où l'Inde pouvait paraître fragilisée. En effet, celle-ci avait maille à partir avec la Chine, notamment sur la frontière Nord du Cachemire, où existait un litige territorial depuis 1951. Les rapports s'étaient encore plus envenimés après que l'Inde eût donné asile au Dalaï-Lama, en 1959. La Chine régla la question en octobre 1962, au moyen d'une guerre-éclair qui lui permit de s'emparer de l'Aksai Chin, une vaste région désertique de grand intérêt stratégique, puisqu'elle procurait à la Chine un bon moyen de communication entre le Tibet et le Xinjiang. L'armée indienne fut humiliée³. En

3 - Simultanément, les Chinois avaient envahi les zones frontalières du nord de l'Assam, à l'autre extrémité de l'Inde, mais ils s'en retirèrent peu après.

même temps, la Chine se mettait d'accord avec le Pakistan sur la fixation de leur frontière commune à l'ouest du col de Karakoram, faisant du Gasherbrum et du K2 des sommets frontaliers. Le territoire du Shaksgam passait sous contrôle chinois, en dépit des protestations de l'Inde. En pratique, ces accords concrétisaient l'alliance de la Chine et du Pakistan⁴. En 1964, la disparition de Nehru sembla ouvrir une période d'incertitude politique pour l'Inde. L'année d'après, la guerre reprenait sous forme d'un conflit frontalier dans le Rann de Kutch, les marais proches du delta de l'Indus. Sous-estimant la capacité de résistance indienne, le chef de l'État pakistanais, le maréchal Ayub Khan, relança les hostilités au Cachemire le 5 août, en misant sur un soulèvement des Cachemiris de la Vallée. Mais il n'eut pas lieu, et l'armée indienne répliqua en occupant des positions pakistanaises. L'armée pakistanaise lança alors une offensive au Jammu, le 1er septembre. Au bout de 23 jours de combats, l'O.N.U. parvint à imposer un cessez-le-feu. Il y avait 5000 morts du côté indien, 4000 du côté pakistanais. Les États-Unis, dont le Pakistan était un des alliés, considérèrent qu'il s'était mis en position d'agresseur et firent pression pour qu'il arrête les frais, puis l'URSS, protectrice de l'Inde, proposa sa médiation. Dans un accord conclu à Tashkent, l'Inde et le Pakistan convinrent de renoncer à l'usage des armes, et d'évacuer leurs troupes – ce qu'ils ne firent évidemment pas.

Troisième guerre indo-pakistanaise (1971)

Une troisième guerre éclata en 1971, mais si le Cachemire fut concerné, la cause première était ailleurs. Le Pakistan était en train de se défaire. Depuis sa création en 1947, les deux morceaux du pays n'avaient jamais réussi à s'entendre vraiment. Les Pakistanais de l'Est, les Bengalis, éprouvaient un sentiment d'infériorité et de frustration par rapport à ceux de l'Ouest – et il est vrai que l'État pakistanais leur accordait fort peu de place et de considération. Un mouvement séparatiste, la Ligue Awami, voyait grandir son audience, à la grande satisfaction de l'Inde. Deux événements mirent le feu aux poudres. D'une part, ce fut la décision du gouvernement d'Ayub Khan d'imposer la langue ourdoue comme seule langue officielle, alors que les Bengalis ne la pratiquaient pas. D'autre part, le Bengale fut ravagé en novembre 1970 par un cataclysme sans nom : alors que le delta était déjà submergé par la crue du Gange et du Brahmapoutre, un cyclone déclencha un raz-de-marée qui poussa littéralement les eaux du Golfe du Bengale sur les régions inondées. Il y eut 300 000 morts, et pas le moindre secours ne parvint du Pakistan occidental. Les Bengalis ne virent intervenir leurs « frères » occidentaux qu'après que la Ligue Awami ait remporté les élections, et c'était pour mater leurs velléités indépendantistes, un an après le désastre (3 décembre 1971). L'Inde fut trop heureuse de pouvoir intervenir dans la guerre interne qui déchirait le Pakistan, qui allait permettre l'indépendance de l'ex-Pakistan oriental sous le nom de Bangladesh. Espérant soulager son front oriental, le Pakistan lança une attaque à l'Ouest de

4 - Marquée plus tard, en 1978, par la mise en chantier commune de la Karakoram Highway, de Gilgit au col de Khundjerab.

Jammu, mais la riposte indienne fut cinglante. Les combats s'arrêtèrent le 17 décembre 1971. Malgré l'ampleur de sa victoire, l'Inde ne poussa pas son avantage au Cachemire. Dans un accord conclu à Simla en 1972, les deux belligérants s'engagèrent à favoriser désormais la voie diplomatique pour résoudre leurs différends. Mais rien n'était réglé sur le fond.

Suivirent des années d'un lent pourrissement, sans doute des années de beaucoup d'occasions perdues. L'Inde aurait pu tirer parti de son assurance pour faire valoir la voie démocratique et organiser le référendum promis en 1948. Elle préféra manœuvrer en essayant d'utiliser la Conférence nationale, le parti musulman de Sheikh Abdullah. Pendant 40 années, la famille Abdullah allait instaurer un règne véritablement dynastique, au travers du fils Farook (installé au pouvoir de 1996 à 2002), puis du petit-fils Omar du vieux Lion. Si ce règne permit aux musulmans de ravir aux autres groupes sociaux le leadership du Jammu-et-Cachemire, il fut surtout marqué par la corruption et la trahison de tous les engagements. Les promesses d'autonomie faites en 1947 et renouvelées en 1952 ne furent pas tenues, les élections furent régulièrement manipulées, quand elles eurent lieu. Cela ne pouvait entraîner la réconciliation des forces en présence : il était clair que les courants séparatistes restaient puissants, sinon prépondérants.

Les sirènes indiennes du nationalisme hindou...

Le conflit allait changer de forme à partir de 1989. La date est importante. Pour l'Inde, elle correspond à peu de choses près à l'élimination du pouvoir quasi dynastique mis en place depuis 1946 par la famille de Nehru, à travers le règne (souvent tumultueux) de sa fille Indira Gandhi, qui dirigea le pays de 1966 à 1984, au prix de quelques éclipses. Après son assassinat en 1984, elle fut remplacée par son fils Rajiv, à son tour victime d'un attentat en 1991. Leur disparition marquait la régression d'une conception moderniste et laïque de l'Inde, et il est vrai que ce pays avait réalisé d'impressionnants progrès économiques, en dépit de la persistance de problèmes sociaux écrasants et des tares d'un régime peu regardant sur les principes. Les années suivantes allaient être marquées par une inquiétante remontée du fondamentalisme hindou, suffisante pour amener au pouvoir des nationalistes sectaires et rétrogrades. Les élections de 1998 virent la victoire du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du Peuple indien), dont le leader Atal Bihari Vajpayee devint Premier ministre. Les affrontements entre hindouistes et musulmans reprirent, parfois dans des conditions d'une insupportable cruauté. Déjà en 1992, des fondamentalistes hindous avaient détruit pierre à pierre une très ancienne mosquée à Ayodhya, dans l'Uttar Pradesh, relançant l'engrenage des affrontements religieux. En février 2002, ce furent des musulmans qui incendièrent un train de pèlerins hindous de retour d'Ayodhya, dans le Gujarat. Il y eut 58 morts. En représailles, des hindous fomentèrent des émeutes durant lesquelles 2000 musulmans furent massacrés, sans que les autorités de l'État, appartenant au BJP, ne cherchent à intervenir.

...Et les tentations pakistanaises de l'islamisme

Du côté pakistanais, cette période fut marquée par les effets de la dictature de général Zia Ul-Haq, entre 1977 et 1988. À un moment où l'ensemble du monde musulman était secoué par l'onde de choc de la révolution iranienne, Zia fit du Pakistan un État islamique. Malgré la résistance d'une partie notable de la société pakistanaise, la charia fut introduite, l'enseignement fut largement abandonné aux écoles coraniques fondamentalistes, ces madrasas qui allaient former des générations d'abrutis fanatiques, disponibles pour toutes les guerres saintes. Or, les circonstances lui en servirent deux pour le prix d'une. La question du Cachemire était toujours là, à laquelle on allait bientôt donner une dimension qu'elle n'avait pas encore. Et sur l'autre flanc de la frontière du Nord-Ouest avait éclaté la guerre d'Afghanistan, déclenchée en décembre 1979 par l'intervention soviétique, venant au secours d'un régime communiste afghan à l'agonie. Dans cette lutte terrible, qui mêlait à la résistance nationale les caractéristiques de la guerre sainte, le Pakistan devint le sanctuaire qui accueillait les réfugiés, faisait affluer les armes (souvent américaines) et les combattants, servait de base de repli et d'assaut pour les volontaires de tous les pays, à commencer par les pays arabo-musulmans (ceux que l'on connaîtrait plus tard comme « les Afghans arabes »). Jeu dangereux, qui comportait le risque de créer des instruments susceptibles d'échapper un jour à leur concepteur. Mais les militaires au pouvoir à Islamabad le jouèrent d'autant plus volontiers qu'ils y trouvaient l'occasion unique de donner au Pakistan la dimension et le rôle qu'il n'avait jamais pu avoir, surtout depuis la sécession du Bangladesh, et d'en faire la puissance-phare du monde musulman, en même temps qu'une puissance régionale. Le lancement discret d'un programme d'armement nucléaire allait compléter le tableau.

1980-88 : ce fut la guerre d'Afghanistan, avec le Pakistan comme acteur premier. La défaite soviétique rendait possible l'établissement d'un véritable protectorat pakistanais, à condition de pouvoir neutraliser les nationalistes du style de Massoud. Ce fut le rôle des taliban, littéralement créés dans les madrasas pakistanaises, puis lancés à l'assaut d'un pouvoir afghan miné par les rivalités entre chefs de guerre – le pouvoir taliban s'installa à Kaboul en 1996. Mais dès 1989, Islamabad avait retourné contre l'Inde, sur le front du Cachemire, l'instrument créé en Afghanistan.

Naturellement, cela n'enlève rien au fait que le problème cachemiri pré-existait à toutes ces manipulations. Mais jusqu'à 1989, on avait affaire à un cas de figure assez classique : un peuple occupé résistait à son occupant, et recevait l'aide d'une puissance solidaire ; le conflit qui en était résulté avait créé une ligne de front qui se réactivait de temps à autre. Les choses devenaient infiniment plus compliquées à partir de 1989, puisque se juxtaposaient désormais, du côté pakistanais, des acteurs qui, au nom d'une même cause, recherchaient en réalité des objectifs différents, tandis que la guerre larvée contre l'Inde revêtait selon les zones où elle s'exerçait des aspects différents.

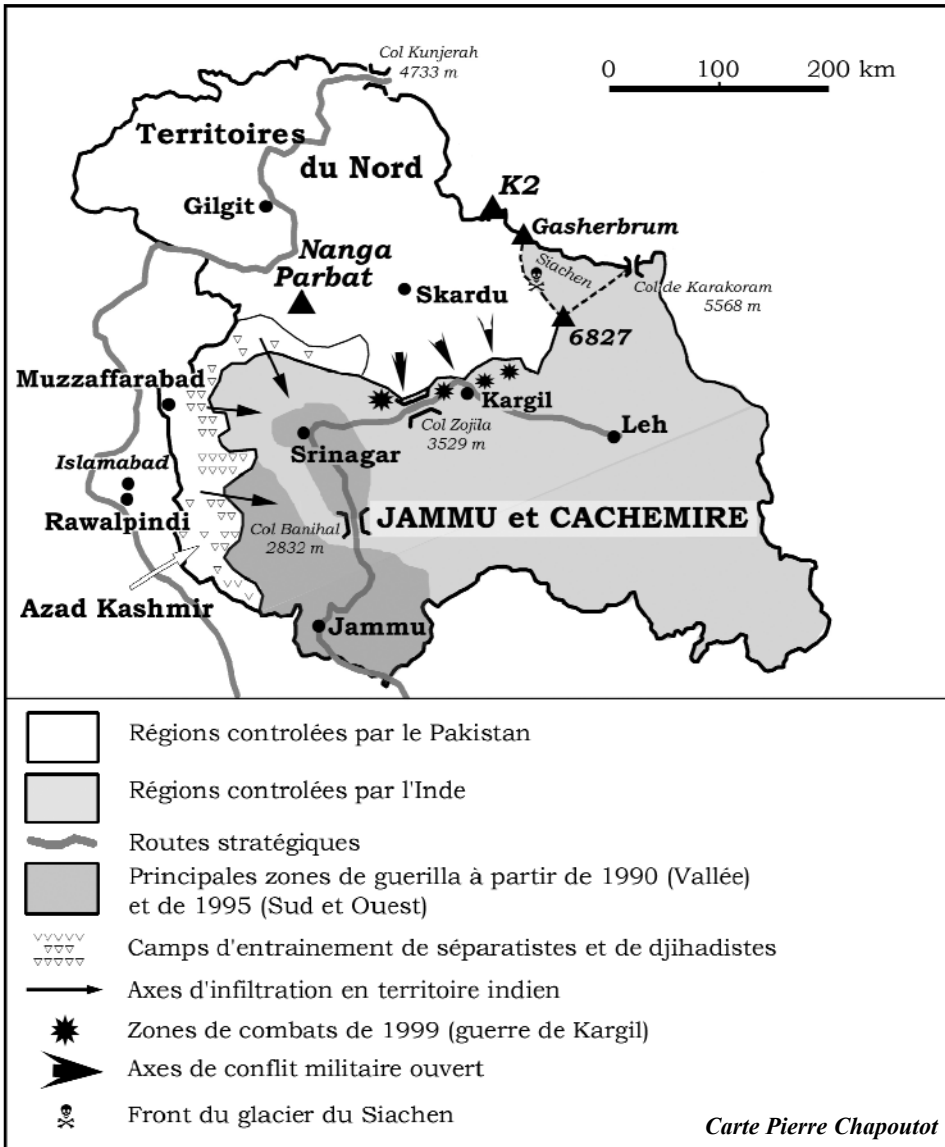
Siachen : une guerre au-dessus des nuages

Les plus simples sont les aspects classiquement militaires, là où s'affrontent deux armées bien identifiées. Depuis 1984 se déroule une guerre de positions dans une des régions les plus inattendues du monde : le glacier de Siachen. C'est la « guerre des glaces », entre la chaîne du Salto et le Karakoram, à l'horizon du Gasherbrum, dans une sorte de triangle de 2400 km². Elle a pour origine le hiatus de délimitation de la Ligne de Contrôle de 1949, qui avait été arrêtée à 50 kilomètres de la frontière chinoise. Par la suite, le Pakistan avait publié des cartes sur lesquelles la frontière pakistanaise avait été prolongée en ligne droite jusqu'au col de Karakoram. L'Inde avait aussitôt considéré cela comme une « agression cartographique » [une démarche dont la Chine était coutumière]. Elle faisait valoir que la frontière devait remonter jusqu'au Gasherbrum de façon à enclaver en territoire indien le glacier de Siachen, jumeau oriental du Baltoro, au prétexte que son émissaire se déverse vers le Ladakh. De plus, les Indiens s'irritaient de voir les autorités pakistanaises délivrer des permis d'ascension aux alpinistes occidentaux à l'intérieur de la zone contestée, une pratique relevant de la « stratégie du piolet ». Les combats ont débuté en 1984 par un raid de soldats du Kumaon et du Ladakh jusque sur le glacier du Duc des Abruzzes, au pied du K2. Depuis, les coups de main en altitude alternent avec les duels d'artillerie, sur des positions étagées entre 5000 et 7000 mètres d'altitude. Ici, dit-on, « les balles frôlent la lune ». Naturellement, les plupart des victimes périssent non des combats, mais des avalanches, des chutes dans les parois ou les crevasses, ou des œdèmes causés par l'altitude. Guerre absurde sans doute, mais tellement symbolique qu'elle en est devenue sacrée pour chacun des deux camps...

La guerre de Kargil (1999) et l'enjeu nucléaire

De façon beaucoup plus ponctuelle, l'armée pakistanaise a mené en 1999 des actions de harcèlement dans le secteur de Kargil, au Baltistan, en poussant en avant des miliciens pakistans et des indépendantistes cachemiris⁵. L'objectif était de tester la ligne de front et de pousser l'Inde à la faute – ce qu'elle ne fit pas : l'armée indienne reprit les positions perdues au prix de très lourdes pertes (il y eut un millier de morts), mais se garda d'entrer en territoire pakistans. L'affaire n'est pas mineure, compte tenu du contexte et de ses développements. En mai 1998, l'Inde et le Pakistan étaient officiellement devenus des puissances nucléaires. On savait depuis 1974 pour l'Inde, et depuis 1987 pour le Pakistan, que ces pays étaient devenus des États « du seuil », mais l'accession à une capacité opérationnelle était plutôt une surprise pour le Pakistan, qui avait alors testé triomphalement une « bombe atomique islamique » et des missiles à moyenne portée. Son arsenal était estimé entre 25 et 50 bombes, contre 100 à 150 pour l'Inde, et les experts indiens étaient persuadés que les Pakistanais n'excluaient pas de procéder à une frappe

5 - De 1947 à aujourd'hui, le mode opératoire pakistans n'a pas varié : utilisation d'un déclencheur indigène offrant au Pakistan une opportunité pour avancer masqué, au nom d'une solidarité islamique « spontanée »...



nucléaire tactique dans le « cou de poulet » d'Akhnour, à moins de 25 kilomètres au Nord-Ouest de Jammu. Dans ce cas, l'hypothèse retenue était que l'Inde procéderait probablement à une riposte massive, non limitée aux seules unités militaires adverses. Dès lors, un conflit ouvert entre les deux pays comportait des risques terrifiants. Des études américaines estimaient entre 3 et 12 millions le nombre probable de tués, et à 7 millions celui des blessés. D'aucuns s'alarmaient aussi à l'idée que des engins tactiques pakistanais puissent clandestinement passer aux mains d'organisations terroristes.

Peut-être ne jouait-t-on qu'à se faire peur. Du reste une certaine sagesse avait alors prévalu dans les deux capitales, puisque l'Indien Vajpayee et le Pakistanais Nawaz Sharif avaient engagé des négociations discrètes sur la question du Cachemire. Mais tandis que les premiers ministres discutaient, l'armée pakistanaise passait à l'action, probablement pour torpiller les chances de la diplomatie. Devant la fermeté de la riposte indienne, et sous la pression de la Chine et des États-Unis, les Pakistanais durent retirer leurs troupes du secteur de Kargil. Mais le 12 octobre 1999, le chef de l'armée pakistanaise, le général Musharraf, renversa le pouvoir civil par un coup d'État. Ainsi les militaires reprenaient une nouvelle fois le contrôle de la situation, au moment où les initiatives d'Al-Qaïda et les attentats du 11 septembre 2001, puis la nouvelle guerre d'Afghanistan, allaient redonner au Pakistan un rôle-clé dans l'ensemble de l'Asie centrale.

Le soulèvement de 1989 et l'appel aux « frères invités »

Dans ce type d'enjeux, la question du sort des Cachemiris paraît presque secondaire, mais ils n'ont pas échappé à l'instrumentalisation ambiante. Dans la Vallée, la situation n'avait pas cessé de se détériorer, et il est trop vrai que les brutalités des autorités indiennes y étaient pour beaucoup : enlèvements, arrestations arbitraires, tortures, exécutions sommaires – le bilan est lourd. En 1989 éclata un véritable soulèvement, organisé par le Front de Libération du Jammu et Cachemire (JKLF). Dirigé par Amanullah Khan, basé dans l'Azad-Kashmir, ce mouvement bénéficia du soutien de l'armée et des services secrets pakistanais (l'Inter Services Intelligence, ISI), qui lui fournirent des armes et formèrent ses combattants dans leurs camps d'entraînement. Il dure toujours. Les militants s'infiltrèrent dans la Vallée, où ils s'attaquent à des cibles représentatives de l'autorité indienne : c'est une guerre de partisans, avec comme objectif proclamé l'indépendance du Cachemire. Les choses sont donc claires : le JKLF n'entend pas être un instrument au service du Pakistan. De surcroît, il se réclame de l'islam cachemiri traditionnel, qui ne saurait être confondu avec celui des djihadistes.

Mais les choses se sont compliquées au cours des années 1990, en écho des développements de la situation afghane, avec l'entrée en scène des « frères invités », recrutés parmi les volontaires de l'ensemble du Pakistan (souvent par le biais des madrasas) et les « Afghans arabes », pour qui l'objectif est celui du rattachement au Pakistan au nom de la victoire de l'islam et de la guerre sainte. On vit d'abord apparaître un mouvement rival du JKLF, le Hizb al-Mujahidin, proche du parti fondamentaliste pakistanais de la Jamaat-e-Islami. Le Hizb était alors au Cachemire ce que les taliban ont été à l'Afghanistan : l'instrument de l'intervention du Pakistan au-delà de ses frontières du Nord. S'y sont ajoutés entre 1998 et 2000 des mouvements d'inspiration salafiste, que d'aucuns considèrent comme des chaînons d'un combat transnational étendu de la Bosnie à la Malaisie et de la Tchétchénie aux Philippines : le Lashkar-e Tayyaba (LeT - Combattants de la pureté), bras armé du Centre de prédication de la parole divine, ou la Jaish-e Mohammad (Armée de

Mahomet), qui ont été inscrites par Washington sur la liste des organisations terroristes internationales en décembre 2001, après qu'elles aient exécuté des attentats-suicides contre le parlement de Srinagar (38 morts en octobre), puis celui de New-Delhi (14 tués en décembre).

1990-2002 : de la guerre de partisans à la guerre religieuse

Ces attentats couronnaient une période durant laquelle le Cachemire avait sombré dans une abominable guerre civile, où plus personne n'était épargné. Avant 1990, les actions armées des séparatistes visaient surtout des objectifs ciblés. Par la suite, elles prirent une forme de plus en plus religieuse ou ethnique, n'hésitant pas à frapper aveuglément des civils sikhs ou hindous, qu'il s'agisse de dignitaires, d'ouvriers agricoles ou de prolétaires des bidonvilles. La réponse indienne ne fut pas moins féroce. L'état d'exception fut instauré de 1990 à 1996, l'armée multiplia les exactions. Naturellement, les deux camps se jetaient les horreurs et les bilans à la figure. Combien de victimes ? 35000 ? 50000 ? 70000 ? Le retour en 1996 au processus électoral, qui ramena au pouvoir Farook Abudullah, ne changea rien, si grand était le discrédit de la Conférence nationale.

Le paroxysme de la violence sembla atteint en 2002. Après les attentats de Srinagar et de New-Delhi, les gesticulations guerrières reprirent de part et d'autre, avec déplacements de populations civiles et tirs expérimentaux de missiles. En mai, alors même que Vajpayee était en visite à Srinagar, des djihadistes du LeT attaquaient un bus civil et massacraient chez elles des familles de soldats indiens, à Kaluchak, faisant au total 35 tués. Quelques jours plus tard, c'était l'assassinat à Srinagar d'Abdul Gani Lone, le leader de l'Alliance Hurriyat (« Liberté »), la principale organisation séparatiste légale⁶ du Jammu-et-Cachemire, opposée au recours à la violence et aux menées islamistes. Il s'agissait de faire taire une voix représentative et modérée. Certains ont voulu y voir la main secrète de l'Inde, mais il semble plutôt que le coup soit venu d'Al-Qaida.

L'après 11 septembre

Pourtant, on pouvait peut-être repérer quelques indices encourageants. Il est probable que les attentats du 11 septembre 2001 et les développements qu'ils ont entraînés ont profondément modifié la donne régionale⁷. Musharraf et les militaires pakistanais ont été obligés, du moins officiellement, de lâcher les talibans et de prendre part à la « coalition anti-terroriste ». Ils ne peuvent plus soutenir ou armer les organisations djihadistes engagées au Cachemire. En janvier 2002, Musharraf a fait interdire 5 groupes islamistes, puis en mai il a fait arrêter le chef du LeT responsable du massacre de Kaluchak (mais sous la seule inculpation de

6 - Créée en 1993, elle regroupe une vingtaine d'organisations indépendantistes.

7 - À noter l'hypothèse selon laquelle des agents américains se seraient discrètement installés à Skardu, avec l'accord des autorités pakistanaises, afin de contrôler les mouvements de djihadistes sur la Ligne de Contrôle. Symétriquement, l'Inde aurait reçu des équipements de détection sophistiqués. C'est peut-être à rapprocher d'une information officielle américaine affirmant que

« sédition »...). De là à neutraliser l'ensemble de la nébuleuse, il y a évidemment un grand pas à faire, et les nombreux attentats qui ont éclaté au Pakistan même montrent que les djihadistes ne sont pas disposés à se soumettre.

Parallèlement, plusieurs signes donnent à penser que l'entrée en scène massive des djihadistes n'a pas toujours été accueillie avec faveur par les Cachemiris. Dans l'Azad-Kashmir, des incidents ont eu lieu là où les fondamentalistes essayaient d'imposer un islam d'inspiration talibane, contraignant les femmes au port de la burqa ou à la réclusion. Et l'on a vu plusieurs chefs séparatistes prendre position en faveur d'un dialogue politique avec l'Inde – c'était le cas de Lone, et c'est sans doute ce qui lui a valu d'être assassiné. Le Hizb lui-même a éclaté, avec l'apparition d'une faction favorable à un processus électoral, et renonçant à l'idée d'une intégration du Cachemire au Pakistan⁸.

Fragiles espérances

Enfin, les élections régionales de septembre-octobre 2002 ont peut-être créé l'esquisse d'un changement politique. Certes, elles se sont déroulées dans un bien mauvais climat. Les organisations séparatistes avaient appelé les Cachemiris au boycott, certaines menaçant de mort quiconque y participerait. L'abstention a été très élevée, New-Delhi se félicitant d'un taux de participation de... 44 %, tandis que les séparatistes affirmaient que l'armée indienne avait souvent poussé vers les urnes des troupes d'électeurs terrifiés. Qui croire ? Farce électorale, ou élections honnêtes comme l'affirment les diplomates ? Elles ont au moins permis de mettre fin à la suprématie de la Conférence nationale, qui a perdu la moitié de ses sièges, et de chasser du pouvoir la famille Abdullah, devenue le symbole de la corruption et de la servilité vis-à-vis de l'Inde. En même temps le BJP local était pratiquement éliminé, et en ce sens le scrutin était un grave revers pour New-Delhi. Les vainqueurs étaient le Parti du Congrès (pro-indien), le Parti du Peuple (autonomiste pro-indien) et les petites formations séparatistes qui avaient choisi de participer. Ils s'associèrent pour former un gouvernement conduit par le chef du PDP, Mufti Mohammed Sayeed, aussitôt salué par un attentat à la grenade contre son domicile... Sayeed s'affirmait partisan d'un dialogue avec les séparatistes, et donc inévitablement avec le Pakistan – et si cela pouvait rouvrir le seul chemin qui puisse aboutir, celui de la démocratie ?

Il est aujourd'hui à peu près impossible de dire ce qu'il adviendra de la situation du Cachemire dans le proche avenir. Pour arrêter un conflit, il faut que l'ensemble

des agents d'Al-Qaida se seraient implantés dans l'Azad-Kashmir. À moins que tout cela ne relève aussi d'une stratégie anti-chinoise : il semblerait que les Etats-Unis entretiennent également des agents au Népal, pour surveiller la guérilla maoïste...

8 - Si tant est qu'on puisse lui accorder du crédit, on relèvera les indications d'un sondage effectué en avril 2002 par un institut britannique (donc a priori indépendant) : 92 % des Cachemiris refuseraient le partage de leur pays, 61 % préféreraient conserver la nationalité indienne et 6 % seulement souhaiteraient avoir la nationalité pakistanaise. Il resterait donc 33 % d'indécis...

des acteurs impliqués le veulent vraiment. Toute la question est là, et la réponse n'est pas évidente. Au Pakistan, de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer un changement d'attitude. Depuis le printemps 2003, les deux gouvernements multiplient les gestes d'apaisement. Mais cette guerre présente aussi l'intérêt d'immobiliser une grande partie de l'armée indienne (400 000 hommes, soit près du tiers de ses effectifs) dans un conflit de basse intensité. L'Inde s'y épuise, mais sa mainmise sur le Cachemire lui permet de contrôler les rivières qui irriguent tout le Nord du Pakistan, et lui servent de « veine jugulaire ». Quant aux groupes armés, on sait bien que leur attitude est trop souvent commandée par le fanatisme. Cependant, l'histoire est remplie d'exemples de situations « insolubles » qui ont reçu un jour une solution. Alors ?

Conclusion

J'emprunterai à un bien meilleur connaisseur de ces problèmes la conclusion d'un article récent⁹. « Jouer de différentes échelles d'analyse permet [...] d'éviter les simplifications : à y voir de près, le choc des civilisations joue-t-il ici sur une des “ lignes de front de l'islam ” chères à Huntington ? En fait, côté indien, nombre de Cachemiris soutiennent la Conférence nationale, qui entend maintenir le Cachemire dans l'Union indienne, tout en réclamant une autonomie beaucoup plus grande. Plus nombreux encore sont sans doute les Cachemiris qui aimeraient voir naître un Cachemire indépendant, sans adhérer pour autant aux thèses de l'islamisme. Quant au côté pakistanais, que dire du Bawalaristan, le “ pays des hautes terres ”, que ses partisans, certes très minoritaires, voudraient voir apparaître dans les territoires du Nord, jugés exploités par la domination pakistanaise ? [...] Ni simple irrédentisme montagnard, ni simple conflit religieux, le conflit du Cachemire pose aussi de grandes questions qui relèvent de l'ordre et du désordre du monde, dans les chaînes et des vallées himalayennes comme ailleurs : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la question identitaire, les conceptions de la nation, le poids des appareils politiques et militaires, les limites de la diplomatie. Les clés du conflit, pourtant, sont largement locales, si le retour à la paix doit durer. Concessions territoriales des nations en cause, degré d'autonomie des Cachemiris, résorption du déficit démocratique des deux côtés de la ligne de contrôle, relance d'une économie montagnarde dans une société brisée par douze ans de guerre. La dialectique des emboîtements et des interactions reste toujours à l'œuvre... ».

9 - Jean-Luc Racine – Le Cachemire : une géopolitique himalayenne – Géopolitique en montagnes, Hérodote n° 107, 4^e trimestre 2002, p. 45.